



Réflexion sur la sortie de crise

Pour une souveraineté alimentaire française et européenne : Une alimentation pour tous dans le respect de la planète

Point de vigilance

Cette note a pour objectif de préparer les positions de la FNSEA sur les leçons à tirer de la Crise du COVID-19. Elle doit permettre d'inscrire pleinement l'agriculture dans le plan de relance du Gouvernement.

Elle n'a pas vocation à compiler toutes les propositions de la FNSEA, mais à cibler sur ce qu'il nous semble important d'infléchir dans les politiques actuelles. Elle ne porte pas non plus sur les mesures à plus court terme nécessaires pour passer le cap de la crise (mesure de gestion de marchés au niveau européen, mesures nationales d'aides sectorielles, prises en charge de cotisations sociales, mesures fiscales ou actions pour maintenir les prix et l'approvisionnement français...), mais vise à porter un message à moyen terme sur des mesures plus structurelles.

Cette note de position politique permettra de construire la politique de communication de la FNSEA dans les semaines qui viennent.

Eléments d'introduction

Le Président de la République a affirmé : « Nous devons reprendre le contrôle [*de notre alimentation*], construire plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine...Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. »

Encore faut-il s'accorder sur ce que nous entendons par les termes de « souveraineté alimentaire » ...

La souveraineté alimentaire de la France consiste à mettre en œuvre des politiques agricoles et agroalimentaires permettant l'accès à une alimentation, en quantité et qualité suffisante, pour toute la population, et mettant en condition l'agriculture française pour jouer un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique. Elle est complémentaire à la sécurité alimentaire qui vise la quantité d'aliments disponibles. Les conditions de production, via des règles sociales et environnementales adaptées, les conditions de rémunération des producteurs et la résilience des exploitations et sont au cœur de la souveraineté.

La souveraineté alimentaire, c'est donc d'abord conforter l'acte de production en France. C'est avoir des outils de production et de transformation sur l'ensemble du territoire qui permettent, sur la base de la pluralité de nos systèmes agricoles, de fournir une alimentation saine et accessible à la population.

La souveraineté alimentaire, ce n'est pas le repli sur soi ou le rejet des échanges. C'est s'inscrire dans le jeu du commerce international mais avec des règles équitables et des contrôles aux frontières et des mécanismes de corrections du marché parce que l'alimentation n'est pas un marché comme les autres. C'est prôner la capacité des pays en développement à construire leur propre modèle de développement agricole. C'est aussi affirmer que notre agriculture participe aussi à fournir des denrées aux pays qui n'ont pas la chance d'avoir une production suffisante et diversifiée sur leur sol.

La souveraineté alimentaire s'appuie sur une agriculture pour laquelle le progrès social et technique, la recherche, l'innovation et le développement apportent des solutions visant à s'inscrire dans une croissance durable.

Enfin, la souveraineté alimentaire doit être portée au niveau européen. C'est l'échelon cohérent pour peser dans le concert des nations. Ce doit être l'ambition de la Politique Agricole Commune.

Ainsi, pour la FNSEA, la souveraineté alimentaire emporte une responsabilité de la puissance publique, mais aussi des acteurs, de s'engager à fournir, dans un modèle de croissance durable, une alimentation pour tous, en produisant toutes les gammes.

1. Une image positive de l’agriculture dans le moment

- La perception actuelle de l’agriculture par les français est bonne. Ils savent que les agriculteurs sont en action pour fournir l’alimentation au pays. Le nombre de candidats pour travailler dans le secteur pendant le confinement est un signe.
- En aucun cas n’apparaissent de doutes quant à la qualité de la production alimentaire, notamment en termes sanitaires.
- Dans ce contexte, les actions des associations environnementales, anti-élevages ou des politiques visant à remettre en question les pratiques agricoles ont du mal à percer dans l’opinion.

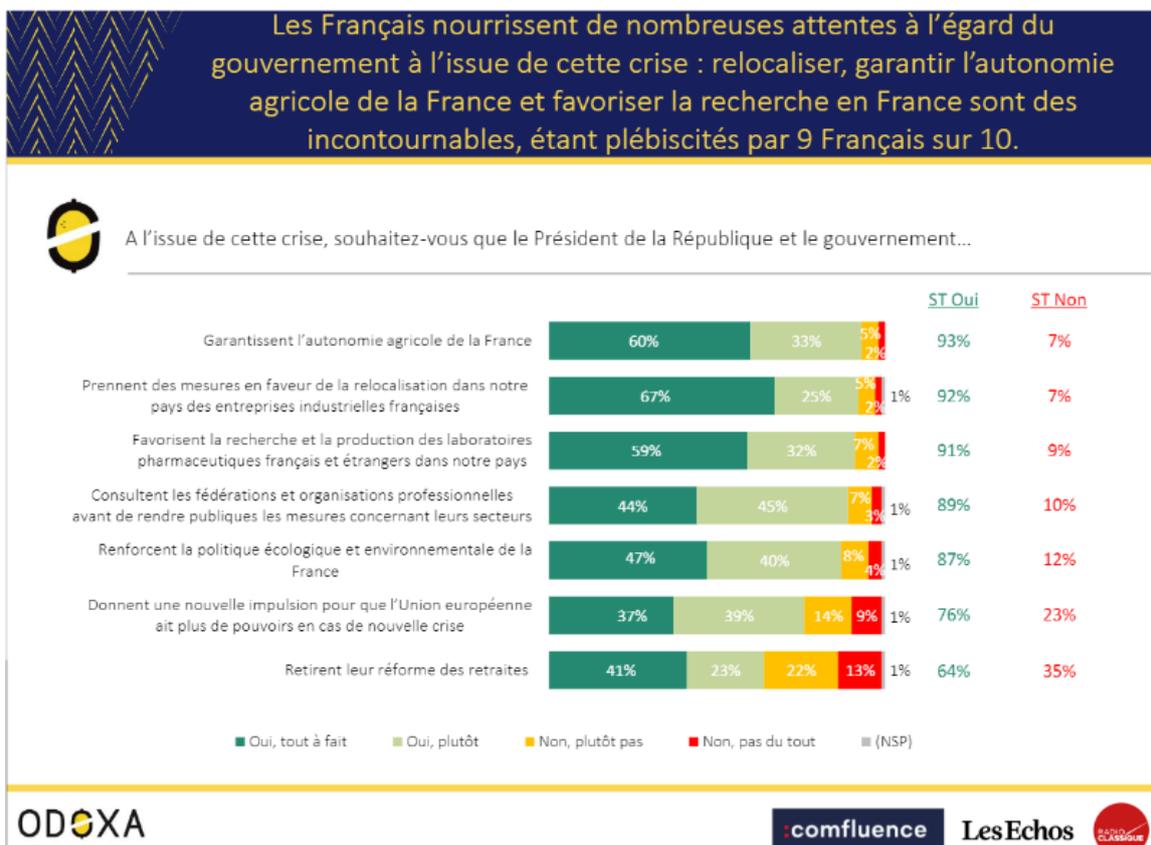
2. La production de denrées alimentaires sur notre territoire redevient un enjeu de société

- A deux reprises, le Président de la République a pris l’agriculture comme exemple de ce qui devrait constituer des éléments de souveraineté. Il a même parlé de « rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique ».
- La mission première des agriculteurs apparaît ainsi clairement : produire.
- L’enjeu pour les citoyens est également éclairci : bénéficier d’une souveraineté alimentaire et donc produire en France.
- Alors que nous avons réussi à faire partager le constat de l’abandon de pans entiers de production agricole en France (du fait des distorsions et de la politique des prix bas : les prix non rémunérateurs pour les producteurs ont conduit à des abandons de production), le maintien d’une chaîne alimentaire sur notre territoire (production agricole, mais aussi transformation, conditionnement et vente) (re)devient un enjeu pour l’Etat et pour l’UE.

3. Le renforcement de la politique écologique dans le monde « d’après » semble être un axe fédérateur

- Les problématiques « santé » et « environnement » apparaissent très liées dans les esprits et l’une des leçons de la crise semble être la nécessité de revenir à des modèles de développements plus locaux et plus soutenables (point 2 et 5 du sondage).
- La Commission européenne fait du Green Deal, un élément de réponse à la crise, associée à la stratégie « farm to fork » et à la stratégie biodiversité.

4. Une Union Européenne qui tarde à réagir et apparaît divisée sur le traitement de la crise



1. Le monde d'après sera-t-il différent ?

- Chacun est convaincu que le monde d'après sera différent... mais rien n'est moins sûr. Dans un contexte économique de reprise progressive qui engendrera de nombreuses situations difficiles dans l'économie française, il est à craindre que le premier réflexe soit de se replier sur ce que chacun connaît. N'espérons pas un mouvement naturel...
- La crise économique, pas encore perçue par les citoyens, va obliger le Gouvernement à flécher des moyens importants sur des dispositifs sociaux. Quelle place pour les politiques économiques ?

2. Le pouvoir d'achat, un enjeu primordial

- La Grande distribution, positionnée par le Gouvernement comme acteur incontournable est redevenue un interlocuteur fréquentable et maintient plus que jamais sa ligne du prix bas...
- Le pouvoir d'achat sera un élément capital de l'acceptation des efforts liées à la crise et l'alimentation est un symbole fort même s'il ne représente qu'une part faible du budget des ménages (13,5%). Les promesses de montée en gamme devront tenir compte de ce contexte.
- Une cohésion apparente des forces économiques
 - o La crise aura montré la solidité, l'agilité, la résilience des filières agricoles et agroalimentaires et une réelle synergie dans les actions menées par les acteurs de la chaîne alimentaire.
 - o Toutefois, l'équilibre est fragile et les intérêts particuliers ne sont pas très éloignés.
 - o La question du prix des produits d'origine France fait déjà débat...

3. Un Gouvernement à l'écoute des problématiques économiques mais concentré sur la gestion de l'urgence

- Les premières réponses d'urgence sont pour le moment accessibles : fonds de solidarité, garantie de prêt, report déclarations PAC, réouverture des marchés... Mais les filières agricoles les plus touchées attendent encore des réponses...
- Des mesures d'urgence portées à Bruxelles et une capacité à fédérer d'autres Etats membres pour faire pression sur la Commission
- Et des déclarations du Président de la République qui appelle à une « indépendance agricole »
- Un gouvernement qui reste attaché à ses engagements de réponse aux enjeux sociétaux (environnement, biodiversité, bien-être animal...)
- Mais un Gouvernement concentré à ce stade sur la gestion de l'urgence

4. Quelle sera la place des politiques environnementales : une opportunité pour amplifier la transition écologique ? ou la remettre en question ? ou pour mettre en avant des politiques économiques et sociales ?

- La situation offre une opportunité de tribune inespérée à ceux qui jouent sur les peurs pour continuer à dévaloriser la production française qui a pourtant été au rendez-vous en quantité et qualité.
- Nombreuses sont les voix des ONG et des partis politiques qui s'appuient sur la volonté de rebâtir une souveraineté alimentaire et ainsi proposer un changement de modèle agricole : développement des circuits courts, frein à l'exportation, plus d'exploitations de plus petite taille...
- Ce mouvement s'appuie sur une politique publique forte et fait de la réforme de la PAC un levier.
- La stratégie de la Commission, Farm to fork et le Green Deal, interroge sur la vision économique de la Commission européenne et du rôle de la politique publique. Le positionnement du Commissaire à l'agriculture est également source d'interrogation.

5. Un syndicalisme majoritaire en première ligne dans la gestion de la crise : une présence médiatique forte

- Le rôle de régulateur et d'acteur incontournable de la FNSEA est clairement apparu aux yeux du Gouvernement et des français (présence médiatique, action sur l'emploi, relation avec les acteurs économiques) Souhaitons que le rôle des corps intermédiaires comme force de propositions pour rebondir et proposer un projet cohérent et responsable ressortent grandis de la crise...
- Un syndicalisme force de proposition pour la transition écologique (Rapport d'orientation)
- Mais, l'opinion et le Gouvernement attendent un mouvement marqué sur les enjeux sociétaux (environnement, Bien-être animal, biodiversité, approvisionnement local...)

Savoir tirer les leçons de la crise du Covid-19 : 4 axes de réponses

I. Il faut un pacte de confiance entre les citoyens, l'Etat et les agriculteurs pour assurer une croissance durable de l'agriculture

- **Les agriculteurs s'engagent sur la transition écologique pour apporter les solutions de demain :**
 - o Sur l'adaptation au changement climatique,
 - o Sur le développement de la biodiversité,
 - o Sur la réduction des produits phytosanitaires lorsque des alternatives pour la protection des plantes existent à coût acceptable
 - o Sur le développement de circuits de distribution avec une meilleure répartition de la valeur...
- **La société s'engage à accompagner la transition écologique de l'agriculture française :**
 - o En privilégiant le dialogue constructif plutôt que la stigmatisation destructrice des pratiques
 - o En plaçant les agriculteurs en situation de vivre dignement de la vente de leurs produits afin de répondre toujours mieux aux attentes sociétales sur la transition écologique
 - o En permettant la conciliation entre activité économique et transition écologique
- **L'Etat s'engage à accompagner financièrement et réglementairement :**
 - o En cessant la politique exclusive de montée en gamme mais en donnant à l'agriculture française la possibilité de produire pour toutes les gammes,
 - o En accompagnant les transitions écologiques de toutes les exploitations agricoles (conventionnelles, labellisées, certifiées...),
 - o En mettant en place une politique ambitieuse de développement de l'économie circulaire
 - o En s'appuyant sur la recherche, fondamentale et appliquée, et l'innovation, notamment des agriculteurs, pour trouver les réponses permettant de soigner les plantes et les animaux

II. Il faut réorienter nos politiques publiques :

1. Il faut défendre une indépendance agricole française pour l'alimentaire et le non alimentaire :

- **En valorisant l'acte de production sur le territoire**
 - o En exigeant de la puissance publique le respect des conditions d'un juste partage de la valeur via des prix agricoles rémunérateurs, la crise démontrant les déséquilibres du rapport de force entre acteurs des filières...
 - o En fixant des objectifs de production par filières au sein des interprofessions,
 - o En s'appuyant sur la pluralité des formes d'agriculture française qui offre une production de qualité sanitaire irréprochable
 - o En donnant de la compétitivité et de la résilience aux exploitations françaises pour faire face aux aléas (économiques, climatiques, sanitaires, réglementaires), notamment pour les exploitations agricoles qui produisent pour les segments de marché à faible valeur ajoutée,
 - o En réduisant la complexité administrative des exploitations (fiscale, sociale, environnementale) qui deviennent des charges fixes disproportionnées
 - o En renforçant les territoires, espaces de proximité, en stimulant les implantations économiques par des avantages fiscaux...
 - o En valorisant les métiers et les formations agricoles afin de les rendre attractives et en favorisant l'émergence de projets source d'emploi dans un contexte de remontée du chômage
- **En confortant et en (re)construisant des filières sur le territoire**
 - o Par une politique d'investissement et de compétitivité (notamment via des baisses de charges) qui s'appuie sur la recherche et l'innovation sur l'ensemble des maillons des filières et notamment la logistique et les capacités de stockage.
 - o Par la promotion de l'origine France permettant d'associer les consommateurs, de les responsabiliser et de les former sur la construction du prix de leur alimentation,
 - o Par la mise en œuvre des EGA afin de favoriser la contractualisation et mener des politiques de long terme
 - o Par un partage de la valeur qui permet de tenir compte des coûts de production français
 - o Par le développement de filières longues de biomasse génératrice de valeurs non alimentaires (énergie, bioplastique, chimie verte...)

2. Il faut se doter de moyens à la hauteur de l'ambition

- Par un budget de la PAC en hausse sur les 1^{er} et 2nd piliers : refus de la baisse. La PAC doit être repensée par le prisme de la souveraineté alimentaire et économique européenne, à l'heure où le multilatéralisme est en berne.
- Par des affectations budgétaires d'envergure pour favoriser l'investissement productif Agri-Agro et accompagner les transitions écologique et énergétique
- En tirant meilleur parti d'une interaction plus forte et cohérente entre l'Etat et les collectivités territoriales (Régions notamment) dans la définition et la mise en œuvre des politiques d'investissement ou de recherche et développement

III. Il faut faire de la souveraineté alimentaire un enjeu stratégique pour notre pays et pour l'Europe.

1. La souveraineté alimentaire est une chance pour la France et pour l'Europe :

- Pour les consommateurs
- Pour plus de résilience face aux crises,
- Pour plus d'emploi,
- Pour plus de dynamisme territorial
- Pour les équilibres alimentaires mondiaux,
- Pour plus de stabilité politique internationale.

2. La souveraineté alimentaire nécessite de repenser l'attitude de la France et de l'Europe face à la mondialisation, ce n'est pas un repli sur soi :

- Des outils de correction de marchés sont nécessaires pour permettre aux agriculteurs de supporter la volatilité. Des mécanismes de gestion de crise s'imposent pour une meilleure répartition de la valeur.
- Prôner la souveraineté alimentaire en France, c'est aussi prôner la capacité des pays en développement à construire leur propre modèle de développement agricole. La capacité des pays en développement à construire leur souveraineté alimentaire est un gage de stabilité.
- Mais le développement du commerce international demeure indispensable car il est impératif que la France et l'Europe participe à l'équilibre alimentaire mondial. L'export agro-alimentaire est, ne l'oublions pas, une clé de la balance commerciale excédentaire française et de la création de richesse et d'emploi en France
- Nous souhaitons donc à la fois produire suffisamment pour le marché alimentaire interne et être présent dans les échanges internationaux, mais à des conditions équitables : N'importons pas l'agriculture que nous ne voulons pas.

IV. Il faut plus d'Europe !

- Comme en 2008, les institutions européennes ont rapidement réagi pour des simplifications administratives... Mais dès qu'il s'agit d'aborder les questions budgétaires, les dissensions entre Etats Membres resurgissent et bloquent l'action, pourtant attendue de l'Union...
- La PAC est pourtant la première politique intégrée et demeure un ciment de l'UE.
- La PAC doit fixer un objectif de production à l'Union Européenne pour garantir une alimentation pour tous, tous les marchés, tous les budgets, en étant irréprochable sur la traçabilité et la partie sanitaire. Agriculture conventionnelle, agriculture biologique, agriculture raisonnée, circuits courts, haut de gamme, entrée de gamme, la politique agricole européenne doit s'appuyer sur la diversité des formes d'agriculture dans le but de nourrir nos concitoyens qu'ils soient dans les villes ou en zone rurale.
- Plus d'Europe, c'est aussi réduire d'urgence les distorsions internes à l'UE et aller vers plus d'harmonisation fiscale, sociale et environnementale. Ce chantier est en panne.
- Plus d'Europe, c'est enfin repenser le rôle des institutions et le renforcement de l'Union politique grâce à un véritable système de responsabilité démocratique, de légitimité et de renforcement des institutions (Gouvernement de la zone Euro).